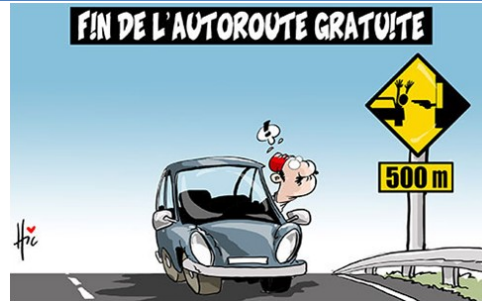


Gratuité pour l'autoroute des vacances !

Le gouvernement s'oppose à la demande des communistes et des élus en OCCITANIE



La France d'après Covid ne sera en fait pas bien différente de la France d'avant. Cette volonté d'y voir autre chose dans un changement radical de société ne peut pas venir de ceux qui aujourd'hui nous imposent leur loi. Au motif de sauver nos emplois, en injectant des milliards d'euros dans « l'économie » Macron garantit les ressources des actionnaires et de la finance. Sur ce point la société Vinci Autoroutes, comme la plupart des multinationales du CAC 40, ne déroge pas à la règle. Pendant que d'un côté les politiques ultralibérales font croire à coup de milliards qu'elles sont sociales, le PDG de Vinci Autoroutes, lui, distribue des dividendes à hauteur de 1,2 milliard d'euros à ses actionnaires. Une décision prise le 9 avril dernier en pleine pandémie, après des gains records en 2019.

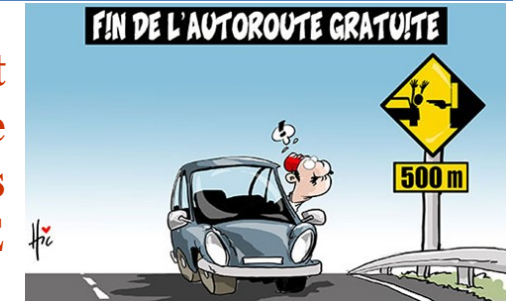
La privatisation des autoroutes, un hold-up !

Cette situation nous l'avons à plusieurs reprises, dénoncée. La privatisation du secteur autoroutier a été une monstrueuse escroquerie pour l'ensemble des français qui ont financé ces infrastructures avec leurs impôts. Devenues une pompe à fric pour les différentes multinationales qui s'en sont emparées les autoroutes généraient chaque année 1,5 à 4 milliards € pour les caisses de l'Etat... Cédées pour 15 milliards d'euros lors de leur privatisation, les bandits manchots des péages ont déjà rapporté aux principales multinationales comme Vinci, Bouygue, Albertis, etc.. près de 25 milliards. Et l'avenir s'annonce radieux, avec environ 40 milliards d'euros supplémentaires à percevoir d'ici à la fin des concessions en 2032. Depuis, le nombre de salariés du secteur a chuté de près d'un tiers. Pas moins de 6 000 emplois (équivalents temps plein) ont disparu.



Gratuité pour l'autoroute des vacances !

Le gouvernement s'oppose à la demande des communistes et des élus en OCCITANIE



La France d'après Covid ne sera en fait pas bien différente de la France d'avant. Cette volonté d'y voir autre chose dans un changement radical de société ne peut pas venir de ceux qui aujourd'hui nous imposent leur loi. Au motif de sauver nos emplois, en injectant des milliards d'euros dans « l'économie » Macron garantit les ressources des actionnaires et de la finance. Sur ce point la société Vinci Autoroutes, comme la plupart des multinationales du CAC 40, ne déroge pas à la règle. Pendant que d'un côté les politiques ultralibérales font croire à coup de milliards qu'elles sont sociales, le PDG de Vinci Autoroutes, lui, distribue des dividendes à hauteur de 1,2 milliard d'euros à ses actionnaires. Une décision prise le 9 avril dernier en pleine pandémie, après des gains record en 2019.

La privatisation des autoroutes, un hold-up !

Cette situation nous l'avons à plusieurs reprises, dénoncée. La privatisation du secteur autoroutier a été une monstrueuse escroquerie pour l'ensemble des français qui ont financé ces infrastructures avec leurs impôts. Devenues une pompe à fric pour les différentes multinationales qui s'en sont emparées les autoroutes généraient chaque année 1,5 à 4 milliards € pour les caisses de l'Etat... Cédées pour 15 milliards d'euros lors de leur privatisation, les bandits manchots des péages ont déjà rapporté aux principales multinationales comme Vinci, Bouygue, Albertis, etc.. près de 25 milliards. Et l'avenir s'annonce radieux, avec environ 40 milliards d'euros supplémentaires à percevoir d'ici à la fin des concessions en 2032. Depuis, le nombre de salariés du secteur a chuté de près d'un tiers. Pas moins de 6 000 emplois (équivalents temps plein) ont disparu.

